

Démission du président du Conseil général 35. L'intéressé s'explique :

Je n'en pouvais plus. J'étais responsable de trop de trahisons.

En 2008, j'ai commencé à être connu pour mes prises de position en faveur des mineurs isolés étrangers (MIE), ces mineurs qui arrivent en France seuls, sans famille, et qui doivent être pris en charge par le Conseil général, par mes services donc.

À l'époque, **j'étais grave de gauche.**

C'était à l'occasion de l'affaire du lycéen J.
C'était un MIE angolais et il allait au lycée à Rennes.

Au retour d'une sortie scolaire, des flics l'avaient contrôlé dans le métro et avaient jugé qu'il n'avait pas la gueule ni les poils d'un (vrai) mineur. Alors ils l'avaient interpellé puis présenté au Procureur qui lui avait fait passer des tests médicaux.

**Radio « forcée » des os du poignet,
auscultation « forcée » de ses parties génitales
et de son état pileux. La totale !**

Le médecin puis le Procureur l'avaient déclaré majeur et il avait été enfermé au centre de rétention de Saint-Jacques de la Lande.

Résultat : 2000 lycéens dans les rues de Rennes pour protester et des profs très énervés qui avaient tous arrêté de faire cours !
Le ministre sarkozyste de l'époque avait fini par reculer.

**Porté par le mouvement social,
j'avais alors pris position pour J.
et j'avais même écrit un article dans le journal Libération.**

J'y écrivais des choses qui m'ont valu de devenir
le héros des associations de gauche.

J'avais notamment alerté la France sur
« *les méthodes inhumaines et dégradantes* qui accompagnent souvent
la mise en œuvre de la politique d'immigration du gouvernement ».

J'avais crié haut et fort que « *nous devons refuser de voir pratiquer
des tests osseux et génitaux (examen pileux) sur ces jeunes [MIE]* ».

J'avais clamé avec conviction qu'il est inadmissible « *de traiter ces
jeunes [MIE] [...] comme des fossiles soumis à examens de datation* ».

En 2008, je volais même au secours du collectif de soutien
aux personnes sans-papiers qui avait sorti, suite à l'affaire J,
des tracts contre les pratiques de la police aux frontières.

Je témoignais alors en leur faveur. Ces cons-là avaient été poursuivis par
le ministère de l'Intérieur pour diffamation et injures contre la police.

Grâce aussi à mon témoignage héroïque,
ils avaient fini par ne pas être condamnés.

Qu'est-ce que j'étais beau !

On me comparait physiquement à Sean Connery,
donc à **James Bond** !

Et puis, à partir de 2010, la maladie de droite m'a rattrapé.
J'ai commencé à dire qu'il y avait trop de MIE dans mon département.

J'ai laissé dire que mes prises de position de gauche
créaient un « *appel d'air* », une idée chère à Le Pen...

Et là, j'ai dégringolé.

J'ai contacté le Procureur et je lui ai dit :

- *Écoute, mon gars, y a trop de MIE, je n'en peux plus,
et ça coûte trop cher (environ 1 % de mon budget...) !
Je te propose d'accélérer la détermination de leur âge
pour en sortir davantage du dispositif d'accueil des MIE.*

Le Procureur m'a dit :

- *Mais, mon gars, pour cela je dois les tester médicalement et les « forcer » à subir des radios osseuses, des examens génitaux, des comptages de dents... Or, t'as dit que c'était inhumain et dégradant alors moi je ne sais plus quoi faire.*

Là, j'ai dit :

- *Écoute frère, je vais laisser dire que je suis toujours de gauche mais je vais me taire sur les tests médicaux.*

À partir de ce renoncement, tout s'est enchaîné très vite.

En 2010, j'ai commencé à **exclure** du dispositif d'accueil des MIE qui avaient été « testés majeurs ».

En 2011, j'ai fait créer une cellule spécifique d'accueil des MIE, autrement dit j'ai commencé à me lancer dans la **xénophobie d'Etat** qui consiste à traiter différemment les mineurs selon leur nationalité.

En 2012, j'ai eu une espèce de sursaut centriste.

En effet, j'ai réussi à **changer de docteur** des tests médicaux parce qu'on disait – il n'y avait pas que du faux là-dedans – qu'il avait des pratiques peu médicales.

Plutôt que de laisser un méchant docteur faire des choses « *inhumaines et dégradantes* », j'ai fait en sorte que ce soit un gentil docteur qui les fasse.

En 2013, j'ai complètement basculé.

Y a un juge des tutelles qui a commencé à me les briser grave. En fait, ce juge s'amusait à faire invalider les décisions de mon frère le Proc' lorsque ce dernier se basait sur les tests médicaux pour transformer les MIE en majeurs.

Résultat : à chaque fois ou presque qu'un MIE se faisait sortir du dispositif d'accueil, le juge le faisait reprendre et je me retrouvais avec le MIE sur les bras.

Face à cette justice de gauche qui avait dû lire mon article de 2008, j'ai décidé d'employer les grands moyens. En effet, dans la série des **grosses trahisons**, j'ai exercé mon droit de recours contre le juge des tutelles et j'ai embauché un avocat qui a utilisé l'argument des tests médicaux pour démontrer que le juge avait tort !

Oui oui, j'ai laissé mon avocat utiliser « *les méthodes inhumaines et dégradantes* » pour niquer les décisions du juge des tutelles.

La classe, non ?

C'est un peu comme si Zola avait écrit un grand texte pour défendre Dreyfus quand il était accusé de trahison et l'avait, trois ans plus tard, fait traduire en justice pour...trahison !!!

Bref, **je sens bien que j'ai changé**. Et je sens bien que j'énerve pas mal de gens de gauche, notamment les neuneus du collectif.

Le problème, c'est que je m'en fous et que je les emmerde tous ! Ce qui me pousse **aujourd'hui** à démissionner, c'est que je suis tenté d'aller plus loin. Il faut le reconnaître, tout le monde s'en fout que des mêmes subissent des tests médicaux qui rappellent les tests des marchés négriers de la période de l'esclavage.

Tout le monde s'en fout que ces mêmes soient traités comme des animaux, comme des « *fossiles soumis à examens de datation* » selon la formule de Sean.

Le Procureur ordonne les tests, mes services accompagnent les MIE se faire tester, je sélectionne les MIE sur la base des tests, j'utilise l'argument des tests pour niquer le juge et pfft...rien ne se passe.

J'ai même de grandes chances d'être réélu...et comme mec de gauche !

Tout ça me fait peur.

On ne peut pas laisser les gens se droitiser comme ça sans réagir. Qu'est-ce que je vais devenir si personne ne s'oppose à ma mue ?

Bref, je démissionne parce que c'est trop facile et j'ai peur que l'Histoire finisse par me juger.

C'est comme ça que ça finit quand « l'opinion publique » t'a laissé faire ce que tu voulais pendant des années.

Adieu, donc, cher-e-s administré-e-s !

Votre président républicain